

**N° 2024/324**

Déposée le **16/05/2024**

Dépôt affiché le **17/05/2024**

**N° DP 014 715 24 U0113**

Par :	<b>Madame Champsaur Amélie</b>
Demeurant à :	<b>24, rue de Varenne 75007 PARIS</b>
Pour :	<b>Réfection de façade et mise aux normes du système d'assainissement</b>
Sur un terrain sis à :	<b>83 Route de Honfleur</b>
Référence cadastrale :	<b>AO 29</b>

**LE MAIRE :**

**Vu** la déclaration préalable susvisée,

**Vu** les pièces complémentaires déposées le 29/05/2024,

**Vu** le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles R.421-9 et suivants, R.421-17, et R.421-23 et suivants,

**Vu** le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (P.L.U.i) approuvé le 22/12/2012, modifié le 23/11/2013, le 04/02/2017, le 24/01/2020 et le 26/03/2021, et notamment les dispositions de la zone N, Nr du règlement,

**Vu** le règlement de la zone du Plan de Prévention des Risques de mouvements de terrain de Trouville-sur-Mer, Villerville et Cricqueboeuf, approuvé le 12 janvier 2022,

**Vu** l'avis défavorable de la COMMUNAUTE DE COMMUNES COEUR COTE FLEURIE - Service Eau potable - Assainissement en date du 24/06/2024,

**Considérant** que le règlement de gestion des eaux usées de la Communauté de Commune Cœur Côte Fleurie stipule qu'il ne peut y avoir d'infiltration sur la zone de PPRMT,

**Considérant** que le projet propose des infiltrations dans la zone du PPRMT,

**Il est FAIT OPPOSITION** au projet décrit dans la demande susvisée, en conséquence, les travaux projetés ne pourront être entrepris.

**À Trouville-sur-Mer, le 25/06/2024**

**Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :**

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

**- DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification par courrier ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de **deux mois** vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.